

CIRCULAIRE DU 24 JANVIER 1978

(N° 10 F - 8401)

OBJET : Label d'exportation
Application aux
volailles abattues.

LE DIRECTEUR DE LA QUALITÉ

à MM. Les Inspecteurs Divisionnaires de la
Répression des Fraudes.

Les Chefs de Services Départementaux
d'Inspection de la Répression des
Fraudes (Direction Départementale de
l'Agriculture s/c du Préfet).

Le label d'exportation, marque déposée par le Centre Français du Commerce Extérieur, a été rendu obligatoire aux volailles abattues par le décret n° 64-863 du 19 août 1964 (J.O. du 25 août 1964) qui a étendu, à ces produits, les prescriptions du décret n° 47 - 1448 du 2 août 1947.

L'apposition de cette marque suppose que soient respectées les règles particulières fixées pour les envois destinés à l'exportation, un contrôle de conformité étant effectué sur chaque lot dirigé vers l'étranger.

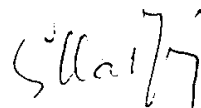
Le principe même de cette marque n'a pas été remis en cause pour les fruits et légumes, les fleurs et feuillages et oeufs en coquille à la suite de la suppression, à compter du 1er janvier 1978, de la taxe parafiscale qui était liée à la délivrance du label représentatif de ladite marque. En revanche il a été décidé de suspendre, à partir de cette même date, son application aux volailles abattues.

Il s'ensuit que le Service de la Répression des Fraudes sera amené à ne plus effectuer de vérifications systématiques sur les volailles abattues et ne délivrera donc plus le certificat de contrôle attestant la conformité des produits de l'espèce aux règles fixées en matière d'exportation, les volailles abattues étant dirigées vers l'étranger sous le seul couvert du certificat de salubrité.

Par ailleurs, le C.F.C.E. sera amené à prendre toutes dispositions à l'égard des exportateurs détenteurs de vignettes représentatives du label d'exportation ou qui auraient conclu un contrat pour la reproduction de ladite marque.

Il va de soi que les autres contrôles, tant en matière vétérinaire que de répression des fraudes, ne sont pas affectés par cette décision qui ne vise que les vérifications résultant des dispositions adoptées dans le cadre du décret du 2 août 1947 modifié.

le Directeur de la Qualité



E. MATHIEU